

Victor-Hugo Espinosa

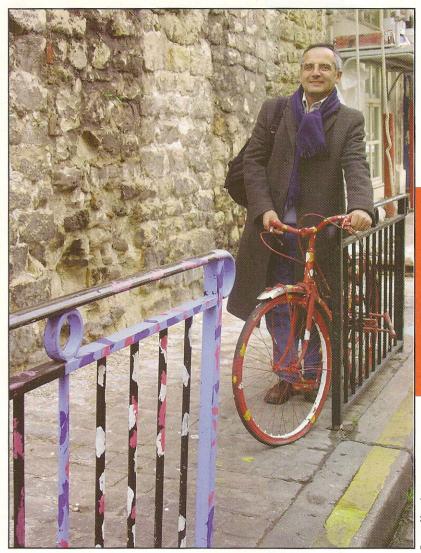
A contre-courant

es inondations en Camargue, la protection des calanques, le projet d'usine d'incinération à Fos-sur-Mer, le niveau sonore sur les grandes artères de Marseille, la pollution atmosphérique sur l'étang de Berre, il n'est pas un sujet sensible qui n'échappe au regard acéré de Victor-Hugo Espinosa, le très médiatique président d'Ecoforum, qui fédère dans la région PACA 110 associations de lutte pour l'environnement, la santé et un meilleur cadre de vie. Une situation privilégiée qui fait bien grincer des dents mais qui semble somme toute logique au vu de l'intense travail mené depuis de nombreuses années par ce passionné d'écologie et de communication. "Quand je prends la parole sur un de ces sujets, je suis en général bien écouté car je fais très attention à ce que je dis, affirme-t-il. Si je maîtrise très bien différents sujets, comme le traitement des déchets où, entre parenthèses, je suis en accord complet avec la position du Conseil général concernant le refus de l'incinération, je ne suis pas docteur ès dans toutes les matières. Derrière moi, il y a un réseau d'une centaine de scientifiques à qui je peux demander à tout moment une explication, une précision, un éclairage. A moi, ensuite, de faire passer le message."

Réfugié politique

Et là dessus, vous pouvez lui faire confiance : l'homme sait aussi bien utiliser les termes technocratiques que les mots d'oiseaux, il jongle aussi bien avec l'immense richesse du site internet d'Ecoforum (*) que sur les centaines de transparents qu'il a conçus et diffusés à tout va. Sans parler de l'évident élan de sympathie qu'il déclenche automatiquement avec son illustre patronyme, les chuintements de son accent sud-

américain et son pedigree de réfugié politique. Car Victor-Hugo n'est pas un vieux écolo utopiste descendu du Vercors après 1968. Ingénieur civil, doctorant en risques majeurs, il a commencé sa carrière dans le Chili d'Allende en travaillant sur l'eau potable de la capitale, Santiago du Chili, tout en donnant des cours de mathématiques aux enfants des employés de l'entreprise pour les préparer à l'examen d'entrée à l'université. En 1973, la dictature de Pinochet l'enverra 40 jours dans les geôles et 3 dans la salle de tortures. Grâce à Amnesty International, il obtiendra le statut de réfugié politique et arrivera en France en 1978. "C'est à partir de cette douloureuse expérience que je me suis lancé dans l'action militante", se rappelle-t-il. En signe de pied de nez à l'histoire, sa première association s'appellera... SOS Rire. S'ensuivront plusieurs autres qui tourneront toutes autour des questions



d'environnement avant de monter Ecoforum, "structure complètement indépendante des subventions publiques, tient-il à préciser. Il n'existe pas de telles structures fédératrices dans les autres régions. Peut-être parce qu'ici plus qu'ailleurs, la pollution est en complète contradiction avec le cadre idyllique que présente la nature. Si on regarde les pics de pollution à l'ozone, on constate que les Bouches-du-Rhône sont trois fois plus touchés que Paris. Il y a donc beaucoup de travail d'alerte, de pédagogie et de persuasion à faire." Un travail qu'il s'emploie à faire au quotidien auprès des élèves en tant que animateur. "Pour faire passer un message sur l'environnement, il suffit d'une heure avec un enfant, alors qu'avec un adulte, une semaine souvent ne suffit pas..."

Stéphane Sarpaux